

la suggestion du président Wilson ; les ouvriers mineurs n'en voulurent accepter que la première partie, refusant l'arbitrage et la continuation du travail. Ce refus des ouvriers, dit le Ministre du Travail, mit fin " brusquement " aux négociations.

Le président Wilson lança, alors, un éloquent appel aux ouvriers mineurs leur demandant, au nom de l'intérêt général et de l'humanité, de régler pacifiquement leur différend avec leurs patrons. Les chefs des unions ouvrières restèrent sourds à cet appel du chef de l'État. Devant une pareille obstination, le gouvernement américain résolut d'agir avec une prompt décision. Le procureur-général, M. Palmer, homme d'une remarquable énergie, déclara officiellement que la grève serait regardée comme illégale. Peu de temps après cette ferme déclaration, un communiqué officiel de la Maison Blanche annonçait au peuple américain que le président Wilson et ses ministres étaient unanimes à blâmer la grève des mineurs, " destinée à restreindre, dans une mesure inouïe, aux États-Unis, la production et la distribution des nécessités de la vie," et avertissant les intéressés que toutes les mesures seraient prises par le gouvernement pour faire respecter la loi et pour assurer la protection des intérêts de la nation.

Le président des Mineurs-Unis d'Amérique, M. John-L. Lewis, ne voulut tenir aucun compte de ces solennels avertissements du chef de l'État et il fit annoncer publiquement " qu'il était trop tard pour arrêter la grève." C'était le 27 octobre. La réponse de l'autorité ne se fit pas attendre : deux ou trois jours après, la Cour fédérale d'Indianapolis, ville où se trouvent les quartiers généraux des Mineurs-Unis, lançait un décret d'injonction contre les chefs des ouvriers mineurs, leur interdisant de décréter ou de diriger la grève. Et, pour mettre toute la force possible du côté de l'ordre public et de la loi, le gouvernement américain mobilisait un grand nombre de soldats et de marins et annonçait qu'il était décidé à faire respecter la liberté du travail dans les mines. C'était parler en maître. Dès ce jour, il fut facile de voir que la grève ne pourrait pas aller bien loin.

Cependant, les chefs ouvriers ne se tinrent pas pour battus. Gompers lui-même, le président de la Fédération américaine du Travail, se jeta dans la lutte à corps perdu, y engageant formellement toute l'influence et tout le prestige de l'Internationale. Il eut même, dans cette bataille contre l'ordre et l'autorité qui était perdue d'avance, l'appui de Jouhaux, le président de la Confédération générale du Travail de France, qui eut l'impudence, bien que l'hôte du gouvernement de Washington et de la nation américaine, de promettre publiquement son concours et celui de son association révolutionnaire aux mineurs américains en rupture de ban.